

AUG 2 1977



NATIONS UNIES

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE
GENERALEDistr.
GENERALEA/32/153
26 juillet 1977ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

Trente-deuxième session
Point 50 de l'ordre du jour provisoire^x

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT
DE LA SECURITE INTERNATIONALE

Lettre datée du 22 juillet 1977, adressée au Secrétaire général
par les représentants de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance le texte de la déclaration concernant l'approfondissement de l'amitié et le développement de la collaboration fraternelle entre le parti communiste roumain et le parti communiste de Tchécoslovaquie, entre la République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque, signée à Bucarest, le 24 juin 1977, par Nicolae Ceausescu, secrétaire général du parti communiste roumain, président de la République socialiste de Roumanie, et Gustav Husak, secrétaire général du Comité central du parti communiste de Tchécoslovaquie, président de la République socialiste tchécoslovaque.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la déclaration susmentionnée comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 50 de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,Représentant permanent de la République
socialiste de Roumanie auprès de
l'Organisation des Nations Unies,(Signé) Ion DATCULe Conseiller,Représentant permanent adjoint de la
République socialiste tchécoslovaque
auprès de l'Organisation des Nations
Unies,Chargé d'affaires a.i.,(Signé) Otto JACHEK^x A/32/150.

ANNEXE

Déclaration concernant l'approfondissement de l'amitié
et le développement de la collaboration fraternelle
entre le parti communiste roumain et le parti
communiste tchécoslovaque, entre la République
socialiste de Roumanie et la République socialiste
tchécoslovaque

Le parti communiste roumain et le parti communiste tchécoslovaque, la République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque :

Se guidant sur les résolutions du XIe Congrès du parti communiste roumain et du XVe Congrès du parti communiste tchécoslovaque,

Constatant avec satisfaction que l'amitié traditionnelle et les relations de collaboration fraternelle entre les deux partis, les deux pays et les deux peuples se sont développées sans cesse, sur des plans multiples, sur la base des principes du marxisme-léninisme et de la solidarité internationale, de l'indépendance et de la souveraineté nationales, de l'égalité en droits, de la non-immixtion dans les affaires intérieures, de l'avantage et de l'entraide mutuels, dans l'esprit du Traité d'amitié, collaboration et assistance mutuelle a/,

Décidés d'agir toujours pour l'approfondissement de l'amitié et de la collaboration fraternelle multilatérale, pour le renforcement de leur solidarité fondée sur la communauté de régime social, l'unité des buts fondamentaux, les intérêts communs de la lutte pour le socialisme et le communisme,

Décidés de consolider l'amitié et la collaboration avec tous les Etats socialistes, d'oeuvrer au développement de la collaboration dans le cadre du Traité de Varsovie et du Conseil d'assistance économique mutuelle,

Décidés de développer toujours la collaboration et l'amitié avec les pays en développement, les pays non alignés, d'intensifier les relations avec les autres Etats, sans distinction de régime social, sur la base de la parfaite égalité en droits et de l'avantage mutuel, en partant des principes de la coexistence pacifique,

Animés du désir de leurs peuples de contribuer activement à la cause de la paix, de la sécurité et de la collaboration en Europe et dans le monde, à la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme, contre le néo-colonialisme, le racisme et la politique d'apartheid, contre toute forme de domination et d'oppression, de fournir des efforts en vue de la réalisation du désarmement général et complet, tout d'abord du désarmement nucléaire, pour le droit de chaque peuple de choisir en toute liberté la voie de son développement économique et social, pour la

a/ Nations Unies, Recueil des traités, vol. 219, No 2962.

transformation des relations économiques internationales sur des bases démocratiques et équitables, fondées sur l'égalité en droits de tous les Etats,

Réaffirmant leur attachement aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que leur désir de contribuer au renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies,

A la suite des entretiens menés à Bucarest, du 22 au 24 juin 1977, entre la délégation de parti et d'Etat roumaine, conduite par le camarade Nicolae Ceausescu, secrétaire général du parti communiste roumain, président de la République socialiste de Roumanie, et la délégation de parti et d'Etat tchécoslovaque, conduite par le camarade Gustav Husak, secrétaire général du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, président de la République socialiste tchécoslovaque,

Fermement persuadées que le renforcement continu de l'amitié et l'enrichissement incessant de leur collaboration fraternelle sont en parfaite concordance avec les intérêts vitaux des peuples roumain et tchécoslovaque, qu'ils servent la cause de l'unité des pays socialistes et contribuent à la consolidation de la paix et à la promotion de la collaboration internationales,

Sont convenus de déclarer :

I

Les deux parties expriment leur satisfaction profonde pour le développement incessant des relations fructueuses entre le parti communiste roumain et le parti communiste tchécoslovaque, entre la République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque.

Elles soulignent le rôle décisif de la coopération entre le parti communiste roumain et le parti communiste tchécoslovaque dans le renforcement de l'amitié fraternelle et le développement multilatéral de la collaboration fructueuse entre la République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque, entre les peuples des deux pays.

Les parties constatent que les rencontres et les entretiens entre le camarade Nicolae Ceausescu, secrétaire général du parti communiste roumain, président de la République socialiste de Roumanie, et le camarade Gustav Husak, secrétaire général du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, président de la République socialiste tchécoslovaque, les conventions conclues et les actions concrètes établies à ces occasions, visant l'approfondissement des relations bilatérales dans tous les domaines ont une grande importance pour le développement multilatéral et le renforcement des relations entre les deux partis, les deux Etats et les deux peuples.

/...

Le parti communiste roumain et le parti communiste tchécoslovaque réaffirment leur détermination d'oeuvrer sans cesse à l'approfondissement de l'amitié et de la collaboration fraternelle entre eux, sur la base des principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, de l'indépendance, de la parfaite égalité en droits, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de la confiance et du respect mutuels. Les deux partis intensifieront leurs contacts et échanges d'opinions sur des problèmes bilatéraux et internationaux d'intérêt commun entre les représentants de leurs comités centraux, les visites réciproques des délégations de militants du parti dans le but de la connaissance de l'expérience en différents domaines de l'activité du parti et de l'activité sociale-économique. Ils intensifieront aussi la collaboration entre les organes du parti départementaux, municipaux et urbains, les institutions idéologiques, les organismes d'information de masse, les organisations syndicales, des femmes et de la jeunesse, d'autres organisations de masse et sociales, ainsi que les contacts entre les collectifs de travailleurs.

On a donné une appréciation positive du développement de la collaboration entre les parlements et les gouvernements des deux pays et on a décidé que l'on oeuvre toujours à l'intensification des contacts et à l'approfondissement de leur coopération.

Les parties réaffirment leur détermination de développer davantage leurs relations politiques, économiques, culturelles, scientifiques et dans d'autres domaines, d'amplifier leur collaboration mutuellement avantageuse et leur entraide, de consolider sur des plans multiples l'amitié fraternelle entre les peuples des deux pays.

II

La République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque constatent avec satisfaction le développement continu de leur collaboration économique et technico-scientifique. Les accords, les conventions et les autres ententes conclus entre les deux pays ont créé un cadre vaste pour le développement favorable de la coopération dans la production, pour l'intensification continue des échanges commerciaux bilatéraux. Parallèlement au développement incessant des échanges de marchandises, la collaboration économique sous de nouvelles formes s'est amplifiée, la spécialisation et la coopération dans la production se sont développées, la collaboration technico-scientifique s'est intensifiée continuellement dans des domaines d'intérêt commun. Selon le nouvel accord commercial à long terme, les échanges commerciaux augmenteront pendant le quinquennat actuel de 54 p. 100 par rapport aux prévisions du plan quinquennal précédent.

Les parties apprécient positivement l'activité de la Commission mixte gouvernementale roumano-tchécoslovaque de collaboration économique et technico-scientifique, les contacts à caractère de travail entre les organes centraux de planification et les ministères économiques des deux pays, les résultats obtenus dans la réalisation des tâches assignées par les directions des deux partis et des deux gouvernements visant le développement de la collaboration bilatérale.

/...

Les deux parties sont persuadées que le développement multilatéral de leurs pays, l'accroissement du potentiel économique et technico-scientifique créent de nouvelles possibilités à l'extension et à l'approfondissement continu de la collaboration économique et technico-scientifique bilatérale.

Les gouvernements des deux pays, la Commission mixte gouvernementale de collaboration économique et technico-scientifique, les organes centraux de planification et les ministères économiques ont le devoir d'agir pour le dépassement du volume d'échanges prévu dans l'accord commercial à long terme, pour la réalisation de nouvelles actions de collaboration, coopération et spécialisation dans la production, surtout dans les domaines des constructions mécaniques, de la métallurgie, de l'industrie chimique, de l'électrotechnique et de l'électronique.

Les organismes de ressort devront mettre au point le plus tôt possible l'examen des possibilités de développement de la collaboration économique pendant la période qui suivra après 1980, assurer l'extension continue de la coopération et de la spécialisation dans la production, de sorte que leur volume augmente substantiellement dans l'ensemble des échanges économiques bilatéraux.

Conformément au Programme de collaboration dans le domaine de la science et de la technologie pour la période 1976-1980, les institutions compétentes prêteront une attention spéciale à la réalisation d'une coopération étroite, sous les formes les plus efficaces possibles, dans les domaines les plus avancés de la science, de la technique et de la technologie, en vue de la solution des problèmes complexes soulevés par les économies nationales des deux pays.

Les organismes de ressort examineront sans tarder les possibilités concrètes de collaboration économique roumano-tchécoslovaque sur des marchés tiers.

Les deux parties relèvent l'importance de la conclusion d'un accord de collaboration et coopération économique et technico-scientifique à long terme et chargent les organismes compétents d'assurer la préparation de cet accord dans un bref délai.

La République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque réaffirment leur désir de contribuer toujours au renforcement et à l'extension de la collaboration économique et technico-scientifique dans le cadre du CAEM, à la réalisation du "Programme complexe", dans le but de l'accélération du développement de l'économie nationale de chaque pays membre, de l'égalisation des niveaux de développement de ceux-ci. Les deux pays développeront aussi la collaboration économique et technico-scientifique avec les autres Etats socialistes.

Les parties apprécient les résultats obtenus dans le développement de la collaboration dans les domaines de la science, de la culture, de l'enseignement, de la protection de la santé, du tourisme et dans d'autres domaines des relations bilatérales. Les institutions et les organismes de rapport des deux pays intensifieront les échanges entre les scientifiques, les gens de culture et d'art, les unions de création, les maisons d'édition, les organes de presse, radio et télévision, en vue de l'amélioration continue de la connaissance réciproque, de la diffusion dans les deux pays des réalisations obtenues dans l'édification de la société socialiste multilatéralement développée. Les parties décident de constituer dans un bref délai une commission mixte roumano-tchécoslovaque de collaboration culturelle et une commission mixte des historiens.

/...

III

La partie roumaine et la partie tchécoslovaque constatent avec satisfaction que, grâce aux réalisations remarquables obtenues dans le développement économique et social des pays socialistes, à leur politique étrangère de paix, menée dans l'esprit des principes, grâce à la contribution active des pays en développement et des pays non alignés, de toutes les forces révolutionnaires, démocratiques, anti-impérialistes et des masses larges populaires, des transformations révolutionnaires profondes ont lieu, qui mènent à des changements essentiels dans le rapport mondial des forces, en faveur du socialisme, de la paix et du progrès. Ces mutations positives conduisent à l'affirmation du processus de la détente internationale, des principes de la coexistence pacifique entre Etats, sans distinction de régime social, au renforcement de la confiance et à l'extension de la collaboration entre les peuples.

Les deux parties se prononcent fermement pour la liquidation de la politique impérialiste de force, de toute tentative des forces réactionnaires de mettre en danger la paix, la sécurité internationale et le développement du processus de la détente. Elles relèvent la nécessité du renforcement de l'unité des pays socialistes, de toutes les forces révolutionnaires, démocratiques, progressistes et anti-impérialistes dans leur lutte destinée à imprimer un caractère durable et irréversible au cours vers la détente et la collaboration, pour son extension dans toutes les zones du monde et dans tous les domaines de la vie internationale.

La République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque prêtent une attention spéciale au renforcement de l'amitié, de la solidarité et de la collaboration avec les autres pays socialistes. Elles réaffirment leur détermination d'oeuvrer sans cesse à l'extension des relations dans tous les domaines avec ces pays, en vue du développement de la collaboration mutuellement avantageuse et de l'entraide. Elles apprécient que l'approfondissement permanent et le développement des relations entre les pays socialistes, souverains et égaux en droits, sur la base des principes du marxisme-léninisme et de la solidarité internationale, représente une contribution importante à la création de relations nouvelles en Europe et dans le monde. Tout cela a une importance extrême pendant cette période où les peuples se prononcent en nombre toujours plus grand pour l'édification d'un nouveau régime social. La République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque réaffirment leur politique ferme de renforcement continu de leur collaboration avec les Etats qui ont accédé à leur indépendance, avec les pays en développement et les pays non alignés, d'extension de leurs relations avec les pays capitalistes développés, dans l'esprit de la coexistence pacifique. Elles sont persuadées que la seule base durable des rapports entre tous les Etats est le respect rigoureux des principes de l'indépendance et de la souveraineté nationales, de l'égalité en droits, de l'intégrité du territoire et de l'inviolabilité des frontières, de la renonciation à l'emploi de la force et à la menace d'y recourir, du droit de chaque peuple de choisir et de développer en toute liberté son régime politique, économique et social, sans aucune immixtion étrangère.

Les deux Etats considèrent la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et l'adoption de l'Acte final comme un événement historique dans la vie du continent européen, qui ouvre une perspective ample et durable à la paix et à la sécurité, au renforcement de la confiance et de la collaboration entre les Etats d'Europe et du monde entier. Ils apprécient les résultats positifs obtenus dans la

/...

réalisation des conclusions de la Conférence d'Helsinki et expriment leur conviction que des efforts encore plus intenses sont nécessaires en vue de la consolidation de ces résultats et leur extension sur des plans multiples. Ils sont prêts à agir en cette direction, à l'instar de tous les participants de la Conférence, pour le respect rigoureux et l'application ferme de toutes les prévisions de l'Acte final, qui constituent un tout unitaire.

Saluant l'ouverture des travaux de la réunion préparatoire de Belgrade des représentants des Etats participants à la Conférence générale-européenne, les deux pays considèrent nécessaire que les mesures qui seront adoptées à cette réunion donnent une nouvelle et puissante impulsion à la réalisation des objectifs majeurs et des engagements assumés à Helsinki.

Les parties relèvent la nécessité de compléter et de consolider la détente politique par l'adoption de mesures concrètes de détente dans le domaine militaire et de mesures de désarmement.

Les deux Etats soulignent l'importance de la Déclaration "pour de nouveaux horizons dans la détente internationale, pour l'édification de la sécurité et le développement de la coopération en Europe" b/, adoptée à la Réunion de Bucarest, en novembre 1976, du Comité politique consultatif des Etats parties du Traité de Varsovie. C'est une contribution précieuse à la lutte pour la paix, la sécurité et le développement de la collaboration mutuellement avantageuse sur le continent européen et dans le monde entier. Ils ont souligné l'importance particulière des propositions incluses dans ce document concernant l'adoption de mesures concrètes visant la cessation de la course aux armements, le désarmement, le dépassement de la division de l'Europe en groupements militaires opposés, le non-emploi les premiers, l'un contre l'autre, des armes nucléaires, le développement de la collaboration générale-européenne en concordance avec les principes et les conventions prévus dans l'Acte final.

La République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque appuient les propositions de l'Union soviétique en ce qui concerne la convocation de réunions générales-européennes dans les domaines de la protection de l'environnement, des transports et de l'énergie.

On a confirmé l'utilité de l'organisation de réunions générales-européennes sur la coopération économique, l'échange de technologies, l'information réciproque sur les résultats de la recherche scientifique et d'autres domaines, ce qui contribuerait au développement des relations bilatérales et multilatérales.

Les parties relèvent l'importance de l'extension de la collaboration bi- et multilatérale entre les Etats européens dans les domaines de l'enseignement, de la culture et des arts, concernant d'autres problèmes d'ordre humanitaire, conformément aux principes et prévisions de l'Acte final, ce qui contribuerait à une meilleure

b/ A/31/431, S/12255, annexe I.

connaissance réciproque et au rapprochement entre les peuples européens.

Les deux parties expriment leur désapprobation ferme envers les tentatives et les agissements des cercles réactionnaires, néofascistes, militaristes et revanchards d'envenimer le climat politique international, de semer la discorde entre les peuples, de mettre en doute la souveraineté des Etats, l'intégrité de leur territoire et l'inviolabilité de leurs frontières, de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres Etats, de saper la mise en oeuvre des documents d'Helsinki.

La République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque considèrent que la garantie de la paix et de la sécurité des peuples n'est pas possible sans la cessation de la course aux armements et l'application de mesures efficaces de désarmement, tout premièrement de désarmement nucléaire. A ce sujet, elles se prononcent pour des mesures visant la cessation de la production des armes nucléaires, l'interdiction des essais nucléaires, la réduction et la liquidation des armes nucléaires. Les parties prêtent une grande importance à l'interdiction du développement de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive et à la conclusion d'un accord concernant la réduction des budgets militaires et des forces armées des Etats, le démantèlement des bases militaires stationnées sur le territoire d'autres Etats et la suppression des blocs militaires. Elles se prononcent pour l'application de mesures visant l'affirmation du principe de la renonciation à la force et à la menace d'y recourir. Elles appuient la proposition concernant la conclusion d'un traité mondial de renonciation à la force dans les relations internationales.

La République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque expriment leur espoir que pendant les négociations de Vienne sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale, on aboutira à un accord fondé sur le principe de la non-diminution de la sécurité des participants et compte tenu des intérêts de la sécurité de tous les Etats d'Europe.

Les parties saluent la convocation de la session spéciale de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en 1978, consacrée au désarmement et expriment leur espoir que cette session contribuera à la réalisation de progrès concrets dans le domaine du désarmement général et complet et appuiera la convocation d'une Conférence mondiale sur le désarmement.

Les deux pays considèrent que le développement de la collaboration dans les Balkans, leur transformation en une zone de bon voisinage, de la paix et de la coopération, exempte d'armes nucléaires, serviraient les intérêts de la paix et de sécurité en Europe et dans le monde.

Les parties considèrent nécessaire l'amplification des efforts visant la solution du problème chypriote conformément aux intérêts des deux communautés nationales, par voie pacifique, sans ingérences étrangères, dans le respect total de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité du territoire et du non-alignement de la République de Chypre.

/...

La République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque se prononcent pour le règlement par voie politique du conflit au Moyen-Orient, pour l'instauration d'une paix durable et juste dans cette région, par le retrait d'Israël des territoires arabes occupés à la suite de la guerre de 1967, la solution du problème du peuple palestinien en conformité avec ses droits et aspirations légitimes, y compris la constitution d'un Etat national propre, la garantie de l'indépendance et de la souveraineté à tous les Etats de cette zone. Les parties ont relevé l'importance extrême que revêtirait en ce sens la reprise, dans un proche avenir, de la Conférence de Genève, avec la participation de toutes les parties concernées, l'Organisation pour la libération de la Palestine y comprise.

La République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque réaffirment leur solidarité avec la lutte générale contre la politique impérialiste, colonialiste et néocolonialiste, pour la libération nationale et la consolidation de l'indépendance de tous les peuples.

Les deux parties ont salué chaleureusement la victoire historique des peuples du Viet Nam, du Kampuchéa et du Laos sur l'agression impérialiste et la réaction intérieure. Elles réaffirment leur appui total et leur solidarité avec les efforts de ces Etats visant le développement économique-social multilatéral, conforme aux intérêts de ces peuples, de la paix, de l'indépendance nationale et du progrès en Asie et dans le monde entier.

Les deux Etats appuient les propositions constructives de la République populaire démocratique de Corée visant l'unification pacifique et démocratique du pays, sans aucune ingérence extérieure, conformément aux aspirations légitimes du peuple coréen.

Ils réaffirment leur appui et leur solidarité avec la lutte des peuples du Zimbabwe, de Namibie et d'Afrique du Sud, pour la conquête de l'indépendance, l'abolition de la politique raciale et de l'apartheid, pour la conquête du droit de décider seuls de leurs destinées, d'assurer leur développement économique-social indépendant.

Les parties poursuivront leurs efforts visant la garantie de la paix et du progrès de tous les pays, elles appuieront leurs efforts visant le développement économique accéléré et la liquidation du retard des pays en développement, causé par les relations économiques inégales et maintenu par la politique impérialiste et néocolonialiste. Elles soutiennent les efforts visant l'édification d'un nouvel ordre économique international, qui assure la souveraineté des peuples sur leurs richesses naturelles, leur droit de décider de leurs destinées et de la voie de leur développement social-économique, l'accès égal de tous les pays aux résultats de la science et de la technique, le progrès économique et social de tous les pays, le développement incessant de la collaboration internationale sur la base des principes de la souveraineté, de l'égalité en droits et de l'avantage mutuel.

La République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque se prononcent pour le renforcement du rôle et l'accroissement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux principes et buts de la Charte, dans la solution des problèmes majeurs de la vie internationale, avec la

/...

participation, sur un pied d'égalité, de tous les Etats, à la consolidation de la paix et de la sécurité, au développement de la collaboration entre les peuples.

IV

Le parti communiste roumain et le parti communiste tchécoslovaque constatent avec satisfaction l'accroissement incessant du rôle des masses populaires, l'intensification de la lutte des forces révolutionnaires, progressistes et démocratiques, l'affirmation, dans le cadre de cet ample processus social, des partis communistes et ouvriers en tant qu'organiseurs des forces sociales avancées dans la lutte pour le progrès et la paix dans le monde, en tant que promoteurs des intérêts vitaux des larges masses populaires.

Les deux partis soulignent leur volonté ferme de contribuer au renforcement continu de l'unité des partis communistes et ouvriers, sur la base des principes marxistes-léninistes, de la solidarité internationale, de la collaboration fraternelle et de l'entraide, par le respect rigoureux de l'indépendance et de l'égalité des droits, de la non-immixtion dans les affaires intérieures et du droit de chaque parti d'élaborer en toute autonomie sa politique, de choisir en toute liberté la voie des transformations sociales, conformément aux conditions spécifiques dans lesquelles il déploie son activité. Ils sont conscients de la nécessité du développement et de l'approfondissement de l'échange constructif d'opinions, sur la base de la confiance et du respect mutuels, dans l'intérêt du renforcement et de l'augmentation de l'influence de chaque parti et du mouvement dans son ensemble.

Le parti communiste roumain et le parti communiste tchécoslovaque relèvent dans ce contexte l'importance majeure de la Conférence de Berlin des partis communistes et ouvriers d'Europe pour l'union des efforts des partis communistes et de toutes les forces progressistes dans la lutte pour la paix, la sécurité, la collaboration et le progrès social. Cette conférence a mis de nouveau en évidence le rôle important qui revient aux communistes dans la lutte pour l'affirmation et la défense des intérêts fondamentaux des masses populaires.

Les deux partis agiront fermement pour la mise en oeuvre des principes et objectifs formulés dans le document de la Conférence de Berlin, qui répondent aux intérêts de tous les peuples d'Europe et du monde.

Le parti communiste roumain et le parti communiste tchécoslovaque expriment leur conviction que l'union de toutes les forces progressistes dans la lutte pour la paix, la sécurité, la collaboration et le progrès social est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. Ils se prononcent pour le renforcement de la solidarité internationale et pour la collaboration avec toutes les forces ouvrières, démocratiques et anti-impérialistes du monde et relèvent de nouveau leur détermination d'apporter leur contribution à cette lutte, à la collaboration fondée sur l'égalité en droits avec les partis socialistes et sociaux-démocrates, avec toutes les forces révolutionnaires, progressistes et éprises de paix.

x

x x

Le parti communiste roumain et le parti communiste tchécoslovaque, la République socialiste de Roumanie et la République socialiste tchécoslovaque expriment leur conviction ferme que la visite officielle d'amitié que la délégation de parti et d'Etat de la République socialiste tchécoslovaque a faite dans la République socialiste de Roumanie, les entretiens qui ont été menés à cette occasion entre le camarade Nicolae Ceausescu, secrétaire général du parti communiste roumain, président de la République socialiste de Roumanie, et le camarade Gustav Husak, secrétaire général du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, Président de la République socialiste tchécoslovaque et l'adoption de la présente Déclaration représentent une nouvelle et puissante contribution à la consolidation continue de l'amitié et au développement de la collaboration fraternelle entre les deux partis et les deux Etats, dans l'intérêt des peuples des deux pays et servent au renforcement de l'unité des Etats socialistes, des forces progressistes, à la cause du socialisme et de la paix dans le monde.

Le Secrétaire général du parti
communiste roumain,

Président de la République
socialiste de Roumanie

(Signé) Nicolae CEAUSESCU

Le Secrétaire général du
Comité central du parti
communiste tchécoslovaque,

Président de la République
tchécoslovaque

(Signé) Gustav HUSAK

Bucarest, le 24 juin 1977
